

RCS : EVRY  
Code greffe : 7801

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2000 B 01246  
Numéro SIREN : 392 644 167  
Nom ou dénomination : LA CENTRALE DES EAUX

Ce dépôt a été enregistré le 27/07/2020 sous le numéro de dépôt 7454

# Greffe du tribunal de commerce d'Evry



## Documents comptables déposés en annexe du RCS

### Dépôt :

Date de dépôt : 27/07/2020

Numéro de dépôt : 2020/7454

### Déposant :

Nom/dénomination : LA CENTRALE DES EAUX

Forme juridique :

N° SIREN : 392 644 167


N° gestion : 2000 B 01246



**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
EN DATE DU 30 JUIN 2020**

**RESOLUTION D'AFFECTATION DU RESULTAT VOTE  
- EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2019**

.../...

	Le : <b>27 JUL. 2020</b>
	Numéro : <b>7654</b>

**TROISIEME RESOLUTION**

L'assemblée générale, après avoir approuvé la proposition d'affectation du résultat du président, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 202.474 euros de la manière suivante :

- 
- \* Bénéfice de l'exercice de ..... 202.474 €
  - \* Auquel s'ajoute le report à nouveau créditeur antérieur de ..... 1.336.573 €
- 
- Formant un résultat distribuable de..... 1.539.047 €

A affecter :

- **A titre de dividendes aux associés pour ..... 100.000 €**  
**Soit 28,5714 € par actions.**

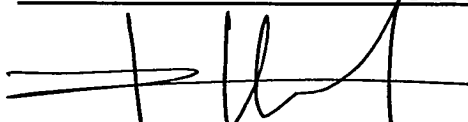
*Ce dividende est éligible à l'abattement de 40% prévu par l'article 158-3 du Code Général des impôts et sera mis en paiement immédiat*

- **Le solde en totalité au report à nouveau,**  
**soit..... 1.439.047 €**
- 

Compte tenu de cette affectation, l'assemblée générale constate que les capitaux propres s'élèvent à 1.497.235 €.

Elle reconnaît en outre qu'au titre des trois exercices précédents, aucun dividende n'a été distribué.

**POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME**

  
-----  
Pierre DUMONT  
Président



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2019

Nos cabinets : Bourgoin-Jallieu • Cergy-Pontoise • Châlons-en-Champagne • Dijon • Lille • Lyon • Nancy • Nogent-sur-Seine • Paris  
Pouilly-en-Auxois • Romilly-sur-Seine • Saint-Dié • Saint-Dizier • Sens • Strasbourg • Troyes • Vitry-le-François

Société AKELYS - Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Région de Paris - Ile de France  
Société de Commissaires aux comptes, membre de la Compagnie Régionale de Paris

Siège social - 19 avenue de Messine - 75008 Paris - Tél. +33 (0)1 53 53 58 00

Siège administratif - 6 rue du Général Sarrail - 10000 Troyes - Tél. +33 (0)3 25 80 66 80

SELAS au capital de 1 040 000 euros - RC Paris B 652 008 939 - SIRET 652 008 939 00025 - APE 6920 Z - N° TVA intracommunautaire : FR04652008939

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2019

A l'Assemblée générale,

### 1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SAS LA CENTRALE DES EAUX relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par votre président sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### 2. Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

#### *Observation*

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note de l'annexe des comptes annuels « Evénements postérieurs à la clôture » relative à la continuité d'exploitation.

### 3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion



exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### 4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes

#### 5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre président.

#### 6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris, le 15 juin 2020  
Le Commissaire aux comptes,

AKELYS  
M. LEBLANC



## Annexe

### Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



**COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2019**



Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	107 669	106 557	1 112	8 065
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions	24 800	22 950	1 850	14 225
Installations techniques, matériel, outillage	84 580	84 212	367	966
Autres immobilisations corporelles	120 291	118 104	2 187	10 457
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	5 613		5 613	17 797
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>342 953</b>	<b>331 823</b>	<b>11 129</b>	<b>51 511</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	73 352		73 352	71 118
Avances et acomptes versés sur commandes				
<b>CREANCES</b>				
Créances clients et comptes rattachés	935 629	66 166	869 463	1 452 299
Autres créances	351 767		351 767	553 478
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement	46		46	46
(dont actions propres : )				
Disponibilités	1 219 402		1 219 402	628 648
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	28 607		28 607	32 211
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>2 608 803</b>	<b>66 166</b>	<b>2 542 637</b>	<b>2 737 801</b>
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 951 756</b>	<b>397 989</b>	<b>2 553 766</b>	<b>2 789 312</b>



Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel ( dont versé : 52 500 )	52 500	52 500
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation ( dont écart d'équivalence : )		
Réserve légale	5 689	5 689
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours )		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes )		
Report à nouveau	1 336 573	1 233 485
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>202 474</b>	<b>103 087</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>1 597 235</b>	<b>1 394 761</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques	24 520	36 707
Provisions pour charges		
<b>PROVISIONS</b>	<b>24 520</b>	<b>36 707</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	211 547	329 197
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs )		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	286 529	627 009
Dettes fiscales et sociales	364 417	386 597
<b>DETTES DIVERSES</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	3 260	15 041
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance	66 258	
<b>DETTES</b>	<b>932 011</b>	<b>1 357 844</b>
Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 553 766</b>	<b>2 789 312</b>



Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	4 281 140		4 281 140	4 841 390
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>	<b>4 281 140</b>		<b>4 281 140</b>	<b>4 841 390</b>
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation		1 000		
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges		73 701		101 068
Autres produits		1 495		6 400
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		<b>4 357 336</b>		<b>4 948 858</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)		703 858		771 992
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)		-2 234		-1 573
Autres achats et charges externes		899 100		1 336 638
Impôts, taxes et versements assimilés		126 932		142 938
Salaires et traitements		1 465 392		1 592 617
Charges sociales		909 426		1 043 932
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		21 198		31 332
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		8 216		
Dotations aux provisions		4 520		3 607
Autres charges		51		49
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		<b>4 136 458</b>		<b>4 921 531</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>220 878</b>		<b>27 326</b>
<b>OPERATIONS EN COMMUN</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés		1		1
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		<b>1</b>		<b>1</b>
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées		4 023		6 827
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		<b>4 023</b>		<b>6 827</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>-4 022</b>		<b>-6 827</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		<b>216 856</b>		<b>20 500</b>



Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 840	2 075
Produits exceptionnels sur opérations en capital		2 000
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>1 840</b>	<b>4 075</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	9 994	6 624
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	6 999	2 349
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>16 994</b>	<b>8 973</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>4 154</b>	<b>4 898</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-772	-87 486
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>4 359 176</b>	<b>4 952 934</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>4 156 703</b>	<b>4 849 846</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>202 474</b>	<b>103 087</b>



# Annexes comptables



## **RÉFÉRENTIEL COMPTABLE**

Les comptes au 31 décembre 2019 sont établis en conformité avec les dispositions du code de Commerce (articles L123-12 à L123-28) et du règlement ANC N°2014-03 du 05/06/2014 à jour à l'arrêté des comptes.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect de principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des changements de méthodes d'évaluation ou de présentation indiqués ci-après.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivants :

### **Fond Commercial**

Sa valorisation fait l'objet d'un suivi. En cas de dépréciation durable, il est procédé à la constitution d'une provision pour dépréciation.

### **Autres immobilisations incorporelles**

Les autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évaluées à leur cout d'acquisition. Les éléments incorporels sont amortis sur la durée de leurs utilisations par l'entreprise, à savoir :

Eléments incorporels	Durée
Etudes et maquettes	2 ans
Logiciel	de 3 à 5 ans
Brevets	5 ans

### **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur cout d'acquisition, compte tenu des frais nécessaire à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposée

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et conformément à la nouvelle réglementation comptable sur les actifs et aux mesures de simplification mises en place pour les petites et moyennes entreprises, l'entreprise a choisi de maintenir des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.



Les méthodes retenues ont été les suivants :

	Durée	Méthode
Installations générales	7 à 10 ans	Linéaire
Matériel industriel	5 à 10 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	4 à 10 ans	Linéaire
Mobilier	5 à 8 ans	Linéaire

### Immobilisations financières

Les titres de participations sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition ou d'apport. L'escompte obtenu sur acquisition de titres est directement déduit du coût d'acquisition.

### Incorporation des frais d'accessoires

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et conformément à la nouvelle réglementation comptable sur les actifs l'entreprise a choisi d'incorporer les frais accessoires (droit de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) au cout d'acquisition de l'immobilisation financière.

Une provision pour dépréciation est constituée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur d'usage est inférieure au coût d'acquisition.

A la clôture de chaque exercice, la valeur d'usage de chaque ligne de titres est appréciée sur la base, par exemple :

- Des capitaux propres, des résultats de la filiale et de ses perspectives d'avenir
- De multiples de résultat (exploitation, courant, consolidés) en fonction de la spécificité de chaque entité, de l'évolution du marché.

### Valeur mobilière de placement

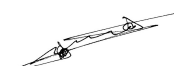
Les valeurs mobilières de placement figurent à l'actif à leur valeur d'acquisition.

Le coût d'acquisition des valeurs mobilières de placement est constitué :

- Du prix d'achat (y compris droits et taxes non récupérables),
- Des couts directement attribuables,
- Diminué des remises, rabais ou escompte obtenues.

Les provisions pour dépréciation éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

### Stocks



Les stocks sont évalués à leur coût d'acquisition selon les méthodes suivantes :

Désignation	Méthode
Matières première	PMUP
Produits finis	PMUP

Le coût d'acquisition est composé :

- Du prix d'achat, y compris les droits de douane et autres taxes non récupérables,
- Après déduction des rabais commerciaux, remise, escomptes de règlement et autres éléments similaires,
- Des frais de transport de manutention, des charges de stockage (compte tenu de conditions spécifiques d'exploitation),
- Et des autres couts directement attribuables à l'acquisition.

Le coût de production comprend les consommations de matières premières, les charges directes. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sou activité et de stockage.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

### Créance et Dettes

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

### Opérations en devises.

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les créances et dettes en monnaies étrangère existant à la clôture de l'exercice sont converties au cours en vigueur à cette date. La différence de conversion est inscrite au bilan aux postes « écarts de conversion ».

### Engagements retraite

Aucune provision pour indemnité de retraite n'a été constatée dans les comptes sociaux en raison de l'assurance contractée par la société pour couvrir ses engagements de retraite.

### Changement de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.



Etablissement des états financier en conformité avec :

- Le P.C.G 1999 homologué par arrêté du 22 juin 1999
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

### **Reconnaissance des produits**

Le fait générateur de la comptabilisation du chiffre d'affaires est à livraison.

### **HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Le montant des honoraires au titre de l'audit légal s'élève à 7 800 €HT.

### **FAITS CARACTERISTIQUES**

La société fait partie du périmètre de consolidation, par intégration globale, de la Société par actions simplifiée COMPAGNIE FINANCIERE DELACOMMUNE ET DUMONT (SIREN B970 200 960) 14 avenue Arago, 91380 CHILLY-MAZARIN.

### **EVENEMENTS POSTERIEURES A LA CLOTURE**

Compte tenu de l'absence d'alerte mondiale par l'OMS au 31 décembre 2019, les comptes arrêtés à cette date n'ont pas lieu de faire l'objet d'ajustements particuliers liés à la crise du COVID 19.

Si les baisses d'activités liées au confinement ont engendré pour notre société des conséquences financières au cours de l'année 2020, celles-ci n'entraînent pas au jour d'arrêtés des comptes un risque significatif sur la continuité d'exploitation.



Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
<b>FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT</b>			
<b>AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	107 669		
Terrains			
	<b>Dont composants</b>		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	62 676		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	96 019		
Installations générales, agenc., aménag.	42 940		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	127 760		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>329 396</b>		
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	17 797		1 700
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>17 797</b>		<b>1 700</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>454 862</b>		<b>1 700</b>

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
<b>FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT</b>				
<b>AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES</b>			107 669	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.	37 876		24 800	
Installations techn., matériel et outillages ind.	11 440		84 580	
Installations générales, agencements divers	25 809		17 131	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	24 600		103 160	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>99 725</b>		<b>229 671</b>	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	13 884		5 613	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>13 884</b>		<b>5 613</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>113 609</b>		<b>342 953</b>	



Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
<b>FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT</b>				
<b>AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	99 604	6 953		106 557
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions Installations générales, agenc., aménag.	48 451	8 179	33 680	22 950
Installations techniques, matériel et outillage industriels	95 053	599	11 440	84 212
Installations générales, agenc. et aménag. divers	37 102	1 979	23 006	16 075
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	123 141	3 489	24 600	102 029
Emballages récupérables, divers				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>303 747</b>	<b>14 245</b>	<b>92 725</b>	<b>225 267</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>403 351</b>	<b>21 198</b>	<b>92 725</b>	<b>331 823</b>

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort. fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort. fisc. exception.	
FRAIS ETBL							
AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							

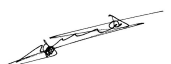
FRAIS ETBL  
AUT. INC.

Terrains  
Construct.  
- sol propre  
- sol autrui  
- installations  
Install. Tech.  
Install. Gén.  
Mat. Transp.  
Mat bureau  
Embal récup.

CORPOREL.				
Acquis. titre				
<b>TOTAL</b>				

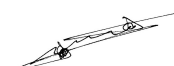
Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	--------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler  
Primes de remboursement des obligations



Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	36 707	4 520	16 707	24 520
<b>PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</b>	<b>36 707</b>	<b>4 520</b>	<b>16 707</b>	<b>24 520</b>
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	78 435	8 216	20 485	66 166
Autres dépréciations				
<b>DEPRECIATIONS</b>	<b>78 435</b>	<b>8 216</b>	<b>20 485</b>	<b>66 166</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>115 142</b>	<b>12 737</b>	<b>37 192</b>	<b>90 686</b>

Dotations et reprises d'exploitation	12 737	37 192
Dotations et reprises financières		
Dotations et reprises exceptionnelles		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice		

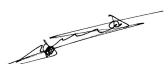


ETAT DES CRÉANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	5 613	1	5 612
Clients douteux ou litigieux	73 148		73 148
Autres créances clients	862 482	850 305	12 176
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 066	1 066	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	282 392	107 213	175 179
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	61 175	61 175	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	5 727	5 727	
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	1 407	1 407	
Charges constatées d'avance	28 607	28 607	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 321 615</b>	<b>1 055 500</b>	<b>266 115</b>

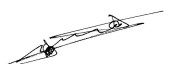
Montant des prêts accordés en cours d'exercice  
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice  
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, 5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	211 547	105 297	106 250	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	286 529	286 529		
Personnel et comptes rattachés	85 054	85 054		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	161 544	161 544		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	115 130	115 130		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	2 688	2 688		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	3 260	3 260		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	66 258	66 258		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>932 011</b>	<b>825 761</b>	<b>106 250</b>	

Emprunts souscrits en cours d'exercice  
Emprunts remboursés en cours d'exercice 117 650  
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés



Aucune provision pour indemnité de retraite n'a été constatée dans les comptes sociaux en raison de l'assurance contractée par la société pour couvrir ses engagements de retraite.





Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	3 500			15
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				



Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	4	
ETAM	17	
Ouvriers	38	
Apprentis	1	
<b>TOTAL</b>		<b>60</b>

